

SPORT ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Prof. Dr Jean-Loup Chappelet,
IDHEAP Institut de hautes études en administration publique
Swiss Graduate School of Public Administration, Lausanne
Jean-Loup.Chappelet@idheap.unil.ch

D'un passe-temps réservé à quelques amateurs éclairés, le sport est devenu au vingtième siècle un phénomène social de masse concernant des milliards de personnes dans le monde entier. Dans les pays développés, le sport est désormais un secteur économique à part entière représentant environ 2% du PIB. Le défi est aujourd'hui de faire du sport un facteur du développement économique des pays moins développés.

L'événement est attendu par toute la planète. Début juin 2010, la 19^e Coupe du monde de football commencera dans le stade « Soccer City » de Johannesburg en Afrique du Sud. Pour la première fois depuis ses débuts, la plus grande manifestation sportive mondiale avec les Jeux olympiques d'été se déroulera en Afrique.

Plusieurs centaines de millions de dollars auront été dépensés pour organiser cet événement. Beaucoup se demandent si cet argent n'aurait pas mieux été investi ailleurs, mais les organisateurs annoncent déjà des retombées économiques faramineuses et la création de nombreux emplois durant les années de préparation. Les retombées médiatiques sont encore plus évidentes. Pendant plus d'un mois, en juin et juillet 2006, tous les médias vont se concentrer sur l'Afrique du Sud. Des milliers de journalistes vont commenter les matchs, mais aussi visiter les onze villes organisatrices et parler du pays et de ses habitants. Ces reportages inciteront des touristes à visiter la région longtemps après l'événement et des entreprises à s'y établir plutôt qu'ailleurs, en particulier si l'événement est bien organisé démontrant ainsi les capacités globales d'accueil de l'Afrique du Sud. Et cela aura des conséquences à long terme pour tous les secteurs économiques du pays.

Cet exemple peut certes être contesté quant à son opportunité par rapport aux priorités de développement d'un pays. N'existe-t-il pas d'autres urgences ? (On se souvient du graffiti peint sur un stade de la Coupe du monde 1986 au Mexique : *No queremos goles, queremos frijoles* (Nous ne voulons pas des buts mais des haricots)). On voit bien néanmoins, à l'ère de la mondialisation, le potentiel qu'offrent les manifestations sportives pour catalyser un développement économique durable. L'Afrique du Sud a d'ailleurs récemment adopté une politique publique systématique d'organisation d'événements sportifs internationaux, y compris les Jeux olympiques. Des puissances économiques montantes comme, à l'époque, le Japon (Tokyo 1964), la Corée (Séoul 1988) et, aujourd'hui, la Chine (Pékin 2008) ont fait de même.

Tous les jeunes Africains, en fait tous les jeunes de tous les continents, seront rivés devant les retransmissions télévisées de la Coupe du monde en Afrique du Sud (s'ils peuvent y avoir accès) et s'identifieront inévitablement avec les stars du moment. Une fois les matchs terminés, ils taperont dans un ballon avec leurs copains sur des terrains de fortune. Et un certain nombre d'entre eux se mettra à pratiquer le football et d'autres sports dans des clubs

locaux avec l'espoir de participer, un jour, au plus haut niveau national ou international, et peut être marquer un but pour leur pays dans une future Coupe du monde.

Enclencher la dynamique « événements – pratiques - équipements »

Les grands événements sportifs n'auraient en eux-mêmes qu'un intérêt économique limité et éphémère s'ils ne permettaient pas d'encourager la pratique sportive de masse. C'est cette pratique qui entraîne le développement du marché des équipements sportifs au sens large, des chaussures de sport de chacun aux installations collectives spécifiques à diverses disciplines. « Pour que dix soit capables de prouesses étonnantes, il faut que cent fassent du sport de façon intensive et que mille pratiquent la culture physique », affirmait déjà Pierre de Coubertin en rénovant les Jeux olympiques. « Pour vendre des millions de T-shirts et de paires de baskets, il faut que des dizaines de millions de gens fassent du sport et lui attribuent une image positive », pourraient ajouter aujourd'hui les fabricants d'articles de sport.

Cette dynamique économiquement vertueuse fonctionne dans les pays développés. La pratique sportive est elle-même devenue un marché au travers d'organisations associatives ou privées offrant toutes sortes de services, de la leçon de sport dans un club à des abonnements de remise en forme dans des centres de fitness. Il existe également un marché du spectacle sportif au travers des droits de retransmissions et de commercialisations des grands événements, ainsi que de la vente de billets. Ces marchés de la pratique, de l'équipement et de l'événementiel sportif interagissent pour engendrer un secteur économique à part entière non négligeable et en pleine croissance. Le sport est devenu à la fois un bien de consommation et un consommateur de biens. Il crée des richesses économiques et des emplois, en plus de ses bienfaits sur la santé et l'éducation de ceux qui le pratiquent.

Comment une telle dynamique peut-elle être enclenchée dans les pays les moins développés? Une étude réalisée en 1995 par l'UNESCO sur la situation du sport dans les pays les moins avancés d'Afrique (une des très rares études disponibles en la matière) montre, en effet, des taux de pratiques sportives très bas, dus notamment à la très faible présence de l'éducation physique et du sport (EPS) à l'école, à une pénurie de maître d'EPS et d'entraîneurs, ainsi qu'à un manque flagrant d'équipements sportifs, notamment pour les sports qui nécessitent des installations sophistiquées. Cette situation résulte bien évidemment de dépenses gouvernementales insuffisantes en la matière, couplées à une explosion démographique qui fait encore baisser les ratios de disponibilité par habitant de ces ressources humaines et matérielles indispensables.

Des projets financés par des organisations d'aide au développement pour pallier à ces déficiences gouvernementales en matière de formations et d'équipements sportifs peuvent permettre d'augmenter la pratique populaire et ainsi, à terme, être profitables au développement économique des régions et pays aidés. De plus en plus d'exemples peuvent être cités à l'appui de cette thèse.

- En Afrique, en particulier en Centrafrique, Congo, Ghana, Guinée Bissau, Lesotho, Mozambique, Sao Tomé et Zambie, la Fondation Olympafrica, qui est financée notamment par le Comité international olympique et la société Daimler Chrysler, a construit des installations sportives rudimentaires et fournit des équipements de base pour favoriser la pratique sportive, notamment en athlétisme. Chacune de ces

implantations est un foyer d'activités économiques locales, notamment au travers des emplois créés.

- Dans les Caraïbes, en particulier dans l'île de St.-Kitts, le projet STRONG soutenu depuis six ans par l'association Commonwealth Games Canada vise à motiver les adolescents à rester dans le système scolaire au travers de cours d'EPS, de langues et d'informatique afin de développer leur employabilité et leur permettre d'obtenir des stages dans des entreprises locales. Il est prévu d'étendre ce projet à d'autres îles de la région.
- En Afghanistan, en Asie du Sud, en Bolivie et dans d'autres pays, les projets menés par l'ONG française Sport sans frontières ont pour objectifs de garantir l'accès à la pratique sportive pour tous et un développement économique local.
- Depuis une vingtaine d'années, des fédérations sportives internationales comme la FIBA (Basket-ball), la FIFA (football) et la FIVB (Volley-ball) ont financé l'aménagement de terrains de jeux et donné des équipements pour pratiquer leur sport. Bien que l'objectif premier soit la promotion de leur discipline, ces projets ont eu aussi des retombées économiques intéressantes pour les villes qui en ont bénéficié.
- Dans les pays développés européens, des régions rurales ou montagnardes ont été relancées économiquement grâce au développement d'activités physiques et sportives de pleine nature, souvent associées à des activités culturelles ou sociales particulièrement prisées par une nouvelle catégorie de touristes. Ces activités et les aménagements des espaces naturels qu'elles nécessitent ont été créatrices de plus value économique.

Facteurs de succès

Il n'y a eu que très peu d'évaluations des impacts économiques des projets sportifs dans les pays les moins développés. Dans les pays du Nord, des analyses macro-économiques de la taille du secteur sportif ont été conduites, notamment sous l'égide de l'Union européenne. De nombreuses études d'impact d'événements sportifs ont aussi été réalisées, souvent avant leur tenue, par les partisans ou les opposants afin de convaincre leurs troupes. Des études économiques indépendantes ont été menées en Amérique du Nord pour déterminer si les équipes professionnelles et leurs installations sportives avaient un impact économique sur la région qui les accueille. Elles ont presque toutes montré que ce n'était pas le cas.

Il convient donc d'être prudent sur les effets économiques directs attendus de projets sportifs. En fait, pour avoir une évaluation valable, il faut prendre en compte l'ensemble de leurs impacts économiques, sociaux et environnementaux. Ce qui manque le plus, y compris dans les pays développés, ce sont des études ex-post et des analyses coûts-bénéfices qui permettraient d'informer les autorités publiques et les donateurs sur l'utilité et la durabilité des subventions et des dons dans le domaine sportif.

De plus, le sport en général connaît aujourd'hui des dérives comme le dopage, la violence et la corruption qui font douter dans les pays du Nord de ses bienfaits socio-économiques. Ces dérives ne doivent bien sûr pas être exportées vers les pays du Sud. Il convient donc de

s'assurer que les projets sportifs soutenus dans ces pays favorisent un sport S.A.F.E., un sigle facile à mémoriser et qui résume les qualités requises du sport ainsi promu :

- *Soutenable*, c'est-à-dire des projets qui évitent la mise en place de structures ne respectant pas les modèles culturels du cru ou la construction d'installations inadaptées aux conditions locales. Des projets qui, au contraire, favorisent un développement régional durable.
- *Sans Addiction*, c'est-à-dire des projets qui découragent l'utilisation de substances dangereuses pour l'individu afin d'améliorer la performance. Des projets qui, au contraire, promeuvent un style de vie hygiénique et sans dépendance.
- *Fair*, c'est-à-dire des projets qui limitent toute discrimination raciale, sexuelle ou autre et rejettent toute violence physique ou morale. Des projets qui, au contraire, s'assurent que le sport pratiqué et promu reste un moyen d'éducation équilibré de la jeunesse.
- *Ethique*, c'est-à-dire des projets qui rejettent toute forme de corruption et de comportement criminel. Des projets qui, au contraire, contribuent à une économie saine et respectant les principes moraux universels.

Ces quatre conditions ont été affirmées pour la première fois lors dans la Déclaration de Macolin (février 2003).

Questions ouvertes

L'utilisation du sport comme facteur de promotion économique dans les pays moins développés soulève toutefois quelques questions auxquelles il faut rester attentif.

Tout comme la fuite des cerveaux, ce que l'on peut appeler la « fuite des muscles » menace de nombreux pays d'Afrique, d'Amérique latine, des Caraïbes et d'Asie qui ne peuvent offrir à leurs meilleurs athlètes des opportunités économiques en rapport avec leurs talents. Ces athlètes évoluent souvent en Europe, en Amérique du Nord ou dans les pays du Golfe. Ce phénomène est bien connu en football et en athlétisme, mais il commence à toucher d'autres sports. Il est source de pratiques louches, voire illégales. Il mine le développement sportif des pays touchés. Certains ont proposé la mise en place d'une « taxe Coubertobin » sur les transferts de tels athlètes et joueurs. A long terme, c'est en développant avec les sponsors et les médias locaux les marchés du spectacle sportif dans les pays du Sud qu'on pourra arrêter ce phénomène inquiétant. *Quelles mesures peuvent être proposées par la conférence Sport & Développement pour limiter la fuite des muscles?*

Aujourd'hui la plupart des articles de sport sont fabriqués dans les pays les moins développés où la main d'œuvre est très bon marché et où les conditions de travail sont parfois inacceptables. De grandes marques ont été soupçonnées de recourir à des enfants pour fabriquer des ballons, des chaussures ou des vêtements de sport. La Fédération mondiale des fabricants d'articles de sport a mis en place des programmes de surveillance et de labellisation à ce sujet. La vigilance des consommateurs des pays développés et la croissance des marchés locaux d'équipements sportifs devraient permettre de progressivement contrôler ce problème. *Quelles mesures peuvent être proposées par la conférence Sport & Développement pour éviter la fabrication non éthique d'équipement sportif?*

Depuis longtemps, la recherche scientifique a démontré une forte corrélation entre la performance sportive internationale et le niveau de développement économique national et par habitant. Des chercheurs ont ainsi pu prédire avec exactitude le nombre de médailles qui seraient gagnés par les pays participants aux Jeux olympiques. De plus, près des trois-quarts des nations qui prennent part aux Jeux ou aux grands championnats ne gagnent aucune médaille. Cet état de fait démotivant pour les sportifs du Sud, leur fans et leurs sponsors pourrait à terme mettre en danger les grandes rencontres sportives qui sont un ferment appréciable de coopération internationale. Seule la croissance de la pratique de toutes les disciplines sportives dans les pays les moins développés permettra, à long terme, de remédier à cette tendance et ainsi de forger leur identité communautaire, une identité qui a aussi une valeur économique et sociale. *Quelles mesures peuvent être proposées par la conférence Sport & Développement pour éviter la monopolisation des médailles par les pays les plus développés?*

Le sous-développement sportif des pays du Sud est à la fois un aspect et une conséquence de leur sous-développement économique. En promouvant de façon durable et saine le sport dans ces pays, on peut espérer briser cette spirale négative et faire démarrer des activités porteuses de croissance économique et sociale, sans mettre en danger l'environnement naturel.

C'est le défi que s'est lancée l'Afrique du Sud en organisant la Coupe du Monde de football 2010 et d'autres grands événements sportifs, un défi dont nous serons tous les témoins dans les années à venir et qui pourra inspirer d'autres pays en développement pour mettre en œuvre des projets sportifs à retombées économiques.

Références

Andreff W. (2005), « Sport and Economic Development », in *Edward Elgar Companion to the Economics of Sports*, (Andreff W. & Szymanski S., Eds), London: Edward Elgar.

Barget E. & Gougnet J.-J. (2000), « Impact économique du spectacle sportif : analyse critique de la littérature », in Gougnet J.-J. & Primault D. (éds.) *Sport et Mondialisation, numéro spécial de Reflets & Perspectives de la vie économique*, XXXIX/2-3, Bruxelles : De Boeck, p. 17-33.

Bourg J.-F. & Gougnet J.-J. (1998), *Analyse économique du sport*, Paris : PUF.

Burgan B. & Mules T. J. (1992), « Economic Impact of Sporting Events », *Annals of Tourism Research*, 19.

Chappelet J.-L. (2003), « The Legacy of the Olympic Winter Games: An Overview », in *The Legacy of the Olympic Games* (de Moragas M. et al Editors), Lausanne : IOC Editions (Documents of the Museum), p. 54-66.

Chappelet J.-L. (2004), « Événements sportifs et développement territorial », *Revue européenne de management du sport*, numéro 12, PUS, décembre, p. 5-29.

Chernushenko D. (1995), *Greening our Games : Running Sports Events and Facilities that Won't Cost the Earth*, Gloucester, ON: Go for Green.

Crompton J. (1995), « Economic Analysis of sport facilities and events: eleven sources of misapplication », *Journal of Sport Management*, Vol. 9, N° 1, p. 14-35.

Gouguet J.-J. & Nys J.-F. (1993), *Sport et développement économique régional : analyse théorique – cas pratiques*, Paris : Dalloz-CDES.

Gratton C. & Henry I (2001), *Sport and the City: The Role of Sport in Economic and Social Generation*. London: Routledge.

Gratton C. & Taylor P. (2000), *Economics of Sport and Recreation*, London : Spon.

Rüttler H., Stettler J. *et al* (2002), *Volkswirtschaftliche Bedeutung von Sportgrossanlässen in der Schweiz: Schlussbericht*. Luzern : ITW.

SAD (2003), *The Magglingen Declaration and Recommendations, Creating a Better World through Sport*, 1st Conference on Sport & Development, Biel: SAD.

© 2005, Jean-Loup.Chappelet@idheap.unil.ch